

Pluriactivité et résilience économique des enseignants du privé technique de l'IPNETP en Côte d'Ivoire

Sinaly TRAORÉ

Institut Pédagogique National de l'Enseignement Technique et Professionnel (IPNETP), Abidjan, Côte d'Ivoire, tmansiadjogoya@gmail.com

Koko Siaka KONÉ

Institut Pédagogique National de l'Enseignement Technique et Professionnel (IPNETP), Abidjan, Côte d'Ivoire, kokosiaka@yahoo.fr

Résumé

Les transformations des économies africaines ont fragilisé le salariat, notamment dans le secteur privé de l'enseignement technique et professionnel. Cette étude analyse la pluriactivité des enseignants formés à l'IPNETP en Côte d'Ivoire comme stratégie de résilience économique face à la précarité des conditions d'emploi. Une enquête quantitative menée auprès de 123 enseignants en 2025 montre qu'ils disposent d'un bon niveau de qualification, mais évoluent dans un contexte de faibles revenus, de protection sociale limitée et de difficultés à satisfaire leurs besoins essentiels. Pour compléter leurs ressources, 37,4 % exercent une activité génératrice de revenus complémentaire, principalement dans la formation, la consultance, le commerce et les services. Si cette diversification améliore les revenus, elle ne supprime pas les causes structurelles de la vulnérabilité économique. Les analyses suggèrent que la pluriactivité constitue une stratégie adaptative mobilisant les compétences professionnelles et les ressources relationnelles des enseignants, même si la régression logistique ne met pas en évidence de déterminants statistiquement établis. Ces résultats soulignent la nécessité de renforcer la rémunération, la protection sociale et la régulation du secteur privé de l'enseignement technique et professionnel.

Mots-clés : pluriactivité ; enseignants ; enseignement technique et professionnel ; résilience économique ; précarité du travail ; Côte d'Ivoire.

Abstract

Transformations in African economies have undermined employment, particularly in the private sector of technical and vocational education. This study analyses the multiactivity of teachers trained at IPNETP in Côte d'Ivoire as a strategy for economic resilience in the face of precarious employment conditions. A quantitative survey of 123 teachers in 2025 shows that they have a good level of qualification, but are living

in a context of low income, limited social protection and difficulties in meeting their basic needs. To supplement their resources, 37.4% carry out complementary income-generating activities, mainly in training, consultancy, trade and services. While this diversification improves incomes, it does not eliminate the structural causes of economic vulnerability. Analyses suggest that pluriactivity is an adaptive strategy mobilizing teachers' professional skills and relational resources, even if logistical regression does not reveal statistically established determinants. These results underline the need to strengthen the remuneration, social protection and regulation of the private sector of technical and vocational education.

Keywords: pluriactivity; teachers; technical and vocational education; economic resilience; job insecurity; Ivory Coast.

Introduction

Les transformations économiques observées en Afrique depuis plusieurs décennies ont profondément modifié les rapports au travail, à l'emploi et aux modes de production des moyens de subsistance. Les programmes d'ajustement structurel, la libéralisation des économies, l'urbanisation accélérée et la flexibilisation du marché du travail ont favorisé l'émergence de nouvelles formes d'insertion économique caractérisées par une diversification croissante des activités productives (Hugon, 2007). Dans ce contexte, le salariat, autrefois considéré comme un facteur de stabilité économique et d'intégration sociale, ne garantit plus à lui seul la sécurité financière des ménages. Comme le soulignent Lautier (1994) ou De Vreyer et Roubaud (2013), le salariat en Afrique de l'Ouest s'inscrit désormais dans des trajectoires professionnelles marquées par le cumul d'activités et la recherche de revenus complémentaires. Ainsi, le salaire devient moins une source exclusive de subsistance qu'un levier permettant de financer d'autres activités économiques, révélant un brouillage croissant des frontières entre emploi salarié, entrepreneuriat individuel et économie informelle. Cette évolution s'inscrit dans une dynamique plus générale observée sur les marchés du travail africains, où l'exercice d'une activité professionnelle ne constitue plus systématiquement une protection contre la précarité. À partir des données des Enquêtes Harmonisées sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM), KONE et al. (2026) montrent ainsi que, dans

l'espace UEMOA, une proportion importante de travailleurs demeure en situation de pauvreté malgré leur insertion sur le marché du travail, en raison de la prédominance de l'emploi informel, de la faiblesse des revenus du travail et de l'insuffisance de la protection sociale. Dans cette perspective, le recours à la pluriactivité peut être interprété comme une stratégie individuelle de diversification des revenus visant à compenser les limites économiques du seul revenu salarial.

Dans cet environnement marqué par l'incertitude économique, la faiblesse des dispositifs de protection sociale et la hausse du coût de la vie, la pluriactivité apparaît comme une stratégie majeure de sécurisation des revenus. Les travaux fondateurs de Hart (1973) sur l'économie informelle au Ghana montraient déjà que les populations urbaines développaient des activités parallèles afin de compenser les insuffisances du marché du travail formel. Cette perspective a été enrichie par d'autres travaux qui considèrent la diversification des activités comme une caractéristique structurelle des économies africaines contemporaines. S'appuyant sur l'approche par les capacités de Sen (2000), Gondard-Delcroix et Rousseau (2004) ainsi que Lallau (2008), montrent que la combinaison de plusieurs activités élargit les marges de choix des individus et renforce leur capacité d'adaptation. Les travaux de Losch et al. (2011) confirment que cette diversification constitue moins un simple indicateur de précarité qu'une stratégie de résilience permettant aux ménages de faire face aux crises économiques, climatiques et sociales.

Les recherches menées en Côte d'Ivoire confirment cette dynamique. Adon (2019) montre que de nombreux salariés, notamment dans le secteur public, développent parallèlement des activités commerciales, agricoles ou de transport afin d'améliorer leurs revenus. Ces trajectoires reposent largement sur la mobilisation de réseaux familiaux, professionnels et communautaires, illustrant l'idée de Granovetter (1985) selon laquelle les comportements économiques sont socialement encastés. Elles rejoignent également les analyses de Bourdieu (1986) qui mettent en évidence le rôle du

capital social dans la reproduction des positions économiques et sociales. La pluriactivité ne répond donc pas uniquement à une logique de maximisation des revenus ; elle participe aussi au maintien du statut social, à la sécurisation des trajectoires professionnelles et à la préservation des équilibres familiaux.

Cette évolution dépasse largement le cadre ouest-africain. En Afrique australe, plusieurs travaux montrent que la diversification des activités est devenue une composante durable des marchés du travail. En Afrique du Sud, Scully (2016) souligne que même les salariés du secteur industriel dépendent de plus en plus d'activités informelles, de micro-entreprises familiales ou de mécanismes communautaires de solidarité pour assurer la reproduction économique de leur ménage. Webster et al. (2017) montrent que la précarisation de l'emploi dans les économies du Sud brouille progressivement les frontières entre travail formel et informel, faisant du cumul d'activités une pratique ordinaire de sécurisation des revenus. Les recherches ethnographiques de Bolt (2015) au Zimbabwe illustrent également cette coexistence permanente entre emploi salarié, micro-commerce et activités de survie.

Ces travaux convergent vers un même constat : la pluriactivité constitue aujourd'hui une caractéristique structurante des économies africaines. Elle traduit à la fois les recompositions du travail et les capacités d'adaptation développées par les acteurs face aux contraintes économiques. Cette réalité concerne également le secteur de l'enseignement, souvent perçu comme relativement stable. Dans plusieurs pays africains, les enseignants, confrontés à une dégradation de leur pouvoir d'achat, recherchent des revenus complémentaires afin de satisfaire leurs besoins économiques et leurs obligations sociales et familiales. L'étude des enseignants du privé technique et professionnel formés par l'Institut Pédagogique National de l'Enseignement Technique et Professionnel (IPNETP) en Côte d'Ivoire constitue, à cet égard, un terrain pertinent pour analyser les recompositions contemporaines du rapport au travail salarié. Elle

permet de comprendre comment des professionnels qualifiés développent des activités économiques complémentaires et dans quelle mesure ces pratiques s'inscrivent dans les transformations actuelles des économies africaines.

Cette recherche s'inscrit dans le champ de la sociologie économique qui considère les comportements économiques comme socialement construits et encastrés dans des réseaux de relations (Granovetter, 1985). Ce cadre apparaît particulièrement pertinent dans le contexte des enseignants du privé technique et professionnel ivoirien, dont les activités complémentaires s'appuient fréquemment sur des réseaux familiaux, professionnels et communautaires facilitant l'accès à des opportunités économiques. L'étude mobilise également la théorie des stratégies d'acteurs de Crozier et Friedberg (1977). En effet, les enseignants ne subissent pas passivement les contraintes liées à la faiblesse ou à l'irrégularité de leurs revenus. Ils développent des marges de manœuvre en diversifiant leurs sources de revenus à travers le commerce, les prestations de services, l'agriculture, les cours particuliers ou d'autres activités entrepreneuriales. La pluriactivité est ainsi appréhendée comme une stratégie rationnelle d'adaptation à un environnement professionnel marqué par l'incertitude.

Cette analyse est complétée par la théorie des capitaux de Bourdieu (1986), selon laquelle les individus mobilisent simultanément leur capital économique, social, culturel et symbolique afin d'améliorer leur position sociale. Les compétences acquises à l'IPNETP, les réseaux professionnels développés dans les établissements d'enseignement et les relations sociales constituent autant de ressources susceptibles de favoriser le développement d'activités complémentaires. Enfin, l'approche par les capacités de Sen (2000) offre un cadre particulièrement adapté pour apprécier les effets de la pluriactivité au-delà de la seule augmentation des revenus. Elle permet d'analyser dans quelle mesure la diversification des activités accroît les possibilités réelles d'action des enseignants, améliore leur autonomie économique, réduit leur vulnérabilité et

renforce leur capacité à faire face aux aléas professionnels. L'articulation de ces quatre approches théoriques permet ainsi d'appréhender la pluriactivité comme un phénomène à la fois économique, social et institutionnel, révélateur des mutations actuelles du travail dans le secteur privé de l'enseignement technique et professionnel en Côte d'Ivoire.

Dans cette perspective, la présente étude cherche à répondre à la question suivante : *Dans quelle mesure les caractéristiques individuelles, professionnelles et socioéconomiques des enseignants du secteur privé technique et professionnel sont-elles associées au recours à la pluriactivité comme stratégie de résilience économique ?* L'objectif général est d'analyser l'influence des conditions socioéconomiques et professionnelles des enseignants du secteur privé technique et professionnel formés à l'IPNETP sur leur recours à la pluriactivité, afin d'apprécier en quoi celle-ci constitue une stratégie de résilience révélatrice économique face à la précarité des conditions d'emploi. Plus spécifiquement, il s'agit : (i) de décrire le profil sociodémographique, le niveau de qualification ainsi que les conditions socioéconomiques et professionnelles des enseignants ; (ii) d'analyser les formes de pluriactivité et les logiques de diversification des revenus qu'ils développent face à la précarité de leurs conditions d'emploi ; (iii) d'évaluer les effets de ces activités sur l'amélioration de leurs revenus et de leurs conditions économiques ; et (iv) d'examiner leur engagement professionnel, leur appréciation de la formation reçue à l'IPNETP et leurs attentes en matière de reconnaissance institutionnelle et d'amélioration de leurs conditions d'exercice.

Les développements théoriques consacrés à la sociologie économique, aux stratégies d'acteurs, au capital humain et à l'approche par les capacités conduisent à considérer que le recours à la pluriactivité résulte de l'interaction entre les caractéristiques individuelles des enseignants, leurs conditions d'emploi et leur environnement socioéconomique. À partir de cette perspective, les

hypothèses suivantes sont formulées : (i) Les caractéristiques socioéconomiques des enseignants, notamment le niveau de revenu, la régularité de la rémunération et la protection sociale, sont significativement associées au recours à la pluriactivité ; (ii) Les caractéristiques individuelles et professionnelles des enseignants, notamment le sexe, l'âge, le niveau d'études et l'ancienneté dans l'enseignement, influencent la probabilité d'exercer une activité génératrice de revenus complémentaire ; (iii) Les contraintes familiales, appréhendées à travers le nombre de personnes à charge, sont associées au recours à la pluriactivité. Afin de tester ces hypothèses, une régression logistique binaire est mobilisée pour estimer l'effet des caractéristiques individuelles, professionnelles et socioéconomiques sur la probabilité qu'un enseignant exerce une activité génératrice de revenus complémentaire.

1- Méthodologie

Cette recherche s'inscrit dans une approche quantitative à visée descriptive et analytique. Elle vise à analyser les difficultés professionnelles, les conditions socioéconomiques et les opportunités de développement des enseignants exerçant dans les établissements privés de l'enseignement technique et de la formation professionnelle ayant bénéficié d'une formation pédagogique à l'IPNETP. Cette formation s'inscrit dans le cadre de l'obtention de l'autorisation d'enseigner, obligatoire pour toute personne souhaitant enseigner, diriger ou exercer comme éducateur dans le secteur privé. S'intégrant dans une démarche globale d'assainissement du système éducatif, cette mesure exige que le candidat remplisse des critères stricts, définis selon le niveau d'enseignement visé. L'approche quantitative a été privilégiée afin de mesurer objectivement les caractéristiques des enseignants, d'identifier les principales contraintes auxquelles ils sont confrontés et d'apprécier les effets de la formation sur leurs pratiques professionnelles et leurs perspectives de carrière.

1.1- Dispositif de recherche et terrain d'étude

Le terrain de recherche correspond à la session nationale de formation organisée par l'IPNETP du 28 juillet au 8 août 2025. Cette formation a réuni des enseignants issus d'établissements privés techniques et professionnels répartis sur l'ensemble du territoire ivoirien. Les répondants proviennent de 86 établissements privés identifiables, implantés dans plus d'une trentaine de localités, notamment Abengourou, Abidjan, Agboville, Bondoukou, Bouaké, Dabou, Divo, Grand-Lahou, Korhogo, San Pédro, Soubré et Yamoussoukro. Cette dispersion géographique permet de prendre en compte une diversité de contextes institutionnels et économiques caractérisant le secteur privé de l'enseignement technique et professionnel en Côte d'Ivoire.

Le choix de ce terrain se justifie par le fait que l'IPNETP constitue la principale structure nationale chargée du renforcement des compétences pédagogiques des enseignants du technique et du professionnel, offrant ainsi un cadre pertinent pour apprécier les réalités professionnelles des bénéficiaires.

1.2- Population d'étude, échantillonnage et collecte des données

La population cible est constituée des 250 enseignants ayant participé à cette session de formation. Au terme de la collecte, 123 questionnaires complets ont été exploités, soit un taux de couverture de 49,20% de la population formée. L'étude repose ainsi sur un échantillonnage exhaustif de convenance, consistant à solliciter l'ensemble des enseignants présents et disponibles durant la période de formation. Cette stratégie permet de limiter les biais de sélection et d'assurer une meilleure représentativité des différents profils d'enseignants formés.

Les données ont été recueillies à l'aide d'un questionnaire standardisé, composé principalement de questions fermées complétées par quelques questions ouvertes permettant aux enquêtés de justifier leurs réponses et de formuler des propositions d'amélioration. Le questionnaire est structuré autour de six dimensions principales : caractéristiques sociodémographiques, conditions socioéconomiques, parcours professionnel, difficultés rencontrées dans l'exercice du métier, appréciation de la formation reçue à l'IPNETP, perspectives professionnelles. Les réponses ouvertes ont fait l'objet d'un regroupement thématique afin d'identifier les principales catégories d'analyse.

1.3- Méthodes d'analyse des données

Le traitement des données s'est déroulé en quatre étapes dont la première a consisté en un codage et une vérification des questionnaires avant leur saisie dans une base de données statistique. La deuxième étape a porté sur une analyse descriptive, fondée sur le calcul des fréquences, pourcentages et distributions des principales variables, permettant de dresser le profil des enseignants ainsi que leurs conditions de vie et d'exercice professionnel. La troisième étape a consisté en une analyse thématique des réponses ouvertes afin d'identifier les difficultés majeures, les opportunités professionnelles ainsi que les attentes formulées par les enseignants. Les verbatim ont été regroupés en catégories homogènes selon une logique d'analyse de contenu. Enfin, la quatrième étape a consisté en une recherche des déterminants de l'implication des enseignants dans la pluriactivité. À cet égard, l'on a eu recours à un modèle logistique binaire reposant sur la modélisation de la probabilité P_i que l'enseignant i soit pluriactif conditionnellement aux variables explicatives X_i , selon la formule suivante :

$$P(Y_i = 1 | X_i) = \frac{e^{X_i\beta}}{1 + e^{X_i\beta}} \quad \text{Où : } Y_i \text{ est la variable dépendante (1 = Exerce une activité génératrice de revenus complémentaire, 0 =}$$

N'exerce aucune activité complémentaire); X_i est le vecteur des variables explicatives pour l'enseignant i ; β est le vecteur des coefficients à estimer. Ce modèle peut aussi être exprimé en termes du log-odds, c'est-à-dire du logarithme du rapport de la probabilité d'être pluriactif contre celle de ne pas l'être :

$\log\left(\frac{P_i}{1-P_i}\right) = \beta_0 + \beta_1 X_{1i} + \beta_2 X_{2i} + \dots + \beta_k X_{ki}$ Où : β_0 est l'ordonnée à l'origine (constante) ; $X_{1i}, X_{2i}, \dots, X_{ki}$ sont les différentes variables explicatives ; $\beta_1, \beta_2, \dots, \beta_k$ sont les coefficients associés.

L'estimation se fait par le maximum de vraisemblance, permettant de dériver la probabilité qu'un enseignant exerce une activité génératrice de revenus complémentaire en fonction de ses caractéristiques individuelles (sexe, âge, niveau d'études), de sa situation professionnelle (ancienneté, revenu mensuel, retards de paiement), de sa protection sociale (assurance salarié) et de ses contraintes familiales (nombre de personnes à charge). L'interprétation des résultats mobilise la sociologie économique de Granovetter, la théorie des stratégies d'acteurs de Crozier et Friedberg, la théorie des capitaux de Bourdieu ainsi que l'approche des capacités de Sen. Cette combinaison théorique permet d'appréhender les comportements professionnels des enseignants comme des stratégies d'adaptation face aux contraintes institutionnelles, économiques et organisationnelles.

Tableau 1 : Caractéristiques sociodémographiques et professionnelles des enquêtés

Variables	Modalités	Effectif	Proportion (%)
Sexe	Masculin	84	68,29
	Féminin	39	31,71
	Total Sexe	123	100,00
Âge	Moins de 25 ans	7	5,69
	25-34 ans	56	45,53
	35-44 ans	39	31,71
	45 ans et plus	21	17,07

	Total Âge	123	100,00
Niveau d'études	CAP	1	0,81
	Bac	5	4,07
	Bac + 2	62	50,41
	Licence (Bac + 3)	23	18,70
	Master et plus (Bac + 4 et plus)	32	26,02
	Total Niveau d'étude	123	100,00
Statut matrimonial	Célibataire	90	73,17
	Marié(e)	33	26,83
	Total Statut matrimonial	123	100,00
Ancienneté dans l'enseignement	1 année	18	14,63
	1 à 3 ans	46	37,40
	4 à 6 ans	28	22,76
	Plus de 6 ans	31	25,20
	Total Ancienneté	123	100,00
Volume horaire hebdomadaire d'enseignement	1 à 5 heures	6	4,88
	6 à 10 heures	11	8,94
	11 à 15 heures	21	17,07
	16 à 20 heures	30	24,39
	21 à 25 heures	55	44,72
	Total Volume horaire hebdomadaire	123	100,00
Modalité de rémunération	Salaire mensuel fixe	65	52,85
	Paie à l'heure	30	24,39
	Selon le volume horaire effectué	28	22,76
	Total Modalité de rémunération	123	100,00

Source : Enquête auprès des enseignants du privé technique formés à l'IPNETP, 2025.

Le profil des enquêtés révèle une population majoritairement masculine (68,29%) et relativement jeune, puisque 77,24% des enseignants ont moins de 45 ans. Les répondants disposent globalement d'un niveau de qualification élevé : plus des trois quarts (95,13%) possèdent au moins un diplôme de niveau Bac+2, dont 44,72% sont titulaires d'une Licence ou d'un Master. La forte proportion de célibataires (73,17%) témoigne également de la jeunesse relative de la population étudiée. Sur le plan professionnel, les enseignants interrogés présentent des niveaux d'expériences variées, même si près de quatre sur dix (37,40%) comptent entre une et trois années

d'ancienneté dans l'enseignement. L'activité professionnelle apparaît relativement soutenue, 46,34% des enquêtés dispensant plus de vingt heures de cours par semaine. Toutefois, les modalités de rémunération demeurent hétérogènes, avec près de la moitié des enseignants rémunérés soit à l'heure (24,39%), soit en fonction du volume horaire effectué (22,76%), ce qui peut constituer un facteur d'instabilité des revenus.

2- Résultats

2.1- Des conditions socioéconomiques révélatrices d'une forte vulnérabilité des enseignants

Les données de l'enquête montrent que les enseignants du privé technique et professionnel exercent leur activité dans un contexte économique marqué par une forte précarité. Les faibles niveaux de rémunération, l'insuffisance de la protection sociale et les difficultés d'accès aux services essentiels limitent leur capacité à satisfaire leurs besoins quotidiens.

Tableau 2 : Conditions socioéconomiques des enseignants enquêtés

Variables	Modalités	Effectif	Proportion (%)
Revenu mensuel d'enseignement	Moins de 100 000 FCFA	45	36,58
	100 000-150 000 FCFA	51	41,46
	Plus de 150 000 FCFA	27	21,96
	Total Revenu mensuel	123	100,00
Couverture des besoins essentiels par le revenu	Oui	6	4,88
	Non	60	48,78
	Partiellement	57	46,34
	Total Couverture de besoins	123	100,00
Autre activité génératrice de revenus	Oui	46	37,40
	Non	77	62,60
	Total Autre AGR	123	100,00
Retards de paiement des salaires	Oui	34	27,64
	Non	51	41,46
	Parfois	38	30,89
	Total Retard paiement	123	100,00
Perception de primes	Aucune	79	64,23
	Prime de transport	42	34,15
	Prime de performance	2	1,63

	<i>Total Perception de primes</i>	123	100,00
Type de logement	Location	101	82,11
Difficultés de déplacement	Oui	86	69,92
Assurance santé	Non	75	60,98

Source : Enquête auprès des enseignants du privé technique formés à l'IPNETP, 2025.

Les résultats montrent que 78,04% des enseignants perçoivent un revenu mensuel inférieur ou égal à 150 000 FCFA, niveau relativement faible au regard du coût de la vie en milieu urbain ivoirien. Cette situation se traduit par une insuffisance des ressources disponibles : près d'un enseignant sur deux (48,78%) déclare ne pas être en mesure de couvrir ses besoins essentiels, tandis que 46,34% indiquent que leur revenu ne les couvre que partiellement. En outre, 64,23% ne bénéficient d'aucune prime, 58,53% sont confrontés à des retards de paiement fréquents ou occasionnels, 82,11% occupent un logement en location et près de sept répondants sur dix (69,92%) rencontrent des difficultés pour financer leurs déplacements professionnels. La faible couverture sanitaire (60,98% sans assurance maladie) confirme également la vulnérabilité économique de cette catégorie professionnelle.

2.2- La pluriactivité : une stratégie de diversification des revenus

Face à cette fragilité économique, une proportion importante d'enseignants développe des activités génératrices de revenus complémentaires. La pluriactivité constitue ainsi un mécanisme de diversification économique mobilisant principalement les compétences professionnelles acquises dans l'enseignement.

Tableau 3 : Répartition des activités complémentaires exercées par les enseignants

Secteurs d'activités complémentaires	Effectif	Proportion (%)
Éducation, formation et consultance	14	30,43
Commerce et distribution	13	28,26
Services techniques et artisanat	5	10,87
Immobilier, sécurité et services personnels	5	10,87
Agriculture et élevage	4	8,70
Transport et logistique	3	6,52
Santé	1	2,17
Emploi salarié complémentaire	1	2,17
Total	46	100,00

Source : Enquête auprès des enseignants du privé technique formés à l'IPNETP, 2025.

Parmi les 123 enseignants interrogés, 46, soit 37,40%, exercent une activité économique complémentaire. Les secteurs les plus investis sont l'éducation, la formation et la consultance (30,43%) ainsi que le commerce et la distribution (28,26%), suivis des services techniques, des services à la personne et de l'agriculture. Cette configuration montre que les enseignants privilégient des activités nécessitant peu de capital financier mais valorisant leurs compétences professionnelles, leur expérience ou leur réseau relationnel. La pluriactivité apparaît ainsi comme une stratégie de sécurisation des ressources davantage qu'une rupture avec l'activité enseignante.

2.3- Les effets de la pluriactivité sur l'amélioration des revenus

L'analyse comparative des revenus montre que les activités complémentaires produisent des effets positifs sur les ressources économiques des enseignants, même si elles ne permettent pas d'éliminer totalement les situations de précarité.

Tableau 4 : Comparaison entre les revenus (FCFA) issus de l'enseignement et les revenus mensuels globaux

Tranches de revenus	Revenu d'enseignement		Revenu global	
	Effectif	Proportion (%)	Effectif	Proportion (%)
Moins de 50 000	14	11,38	5	4,07
[50 000-100 000[	31	25,20	15	12,20
[100 000-150 000[	51	41,46	48	39,02
[150 000-200 000[	18	14,63	19	15,45
[200 000-250 000[	4	3,25	18	14,63
250 000 et plus	5	4,07	18	14,63
Total	123	100,00	123	100,00

Source : Enquête auprès des enseignants du privé technique formés à l'IPNETP, 2025.

La comparaison des deux distributions met clairement en évidence la contribution des activités complémentaires à l'amélioration des revenus. La proportion des enseignants percevant plus de 250 000 FCFA passe de 4,07% lorsque seul le salaire d'enseignement est considéré à 14,63% lorsque les autres sources de revenus sont prises en compte. À l'inverse, la part des enseignants gagnant moins de 100 000 FCFA diminue de 36,58% à 16,27%. Ces résultats montrent que la pluriactivité améliore sensiblement les ressources financières des ménages et contribue à réduire leur exposition à l'insécurité économique. Toutefois, cette amélioration demeure limitée puisque la majorité des enseignants continue de considérer ses revenus comme insuffisants pour couvrir l'ensemble de ses besoins.

2.4- Entre engagement professionnel, valorisation de la formation et aspirations à une amélioration des conditions d'exercice

Malgré les contraintes économiques observées, les enseignants manifestent un fort attachement à leur profession et reconnaissent l'apport de la formation pédagogique reçue à l'IPNETP. Ils expriment néanmoins des attentes importantes en matière de rémunération, de protection sociale et de reconnaissance professionnelle.

Tableau 5 : Perspectives professionnelles, appréciation de la formation et recommandations des enseignants

Variables	Modalités	Effectif	Proportion (%)
Souhait de rester dans l'enseignement	Oui	73	59,35
	Non	13	10,57
	Indécis	37	30,08
	Total	123	100,00
Formation conforme aux attentes	Partiellement atteintes	5	4,07
	Moyennement atteintes	22	17,89
	Largeement atteintes	63	51,22
	Totalement atteintes	33	26,83
	Total	123	100,00
Principales recommandations		Citations	Proportion (%)
Revalorisation des rémunérations		49	45,37
Renforcement de la protection sociale		18	16,67
Développement de la formation continue		13	12,04
Amélioration des ressources pédagogiques		12	11,11
Renforcement de la régulation		10	9,26
Reconnaissance et valorisation professionnelles		6	5,56
Total des citations		108	100,00

Source : Enquête auprès des enseignants du privé technique formés à l'IPNETP, 2025.

Les résultats montrent que 59,35% des répondants souhaitent poursuivre durablement leur carrière dans l'enseignement, tandis que

30,08% demeurent hésitants et seulement 10,57% envisagent une réorientation professionnelle. La formation dispensée par l'IPNETP est largement appréciée, puisque 78,05% des enseignants estiment qu'elle a largement ou totalement répondu à leurs attentes. Les principales attentes formulées concernent toutefois la revalorisation des rémunérations (45,37% des citations), le renforcement de la protection sociale (16,67%), le développement de la formation continue (12,04%) et l'amélioration des ressources pédagogiques (11,11%). Ces résultats montrent que, malgré leur engagement envers la profession, les enseignants considèrent que l'amélioration durable de leurs conditions d'exercice constitue une condition essentielle de leur maintien dans le secteur privé de l'enseignement technique et professionnel.

2.5. Caractéristiques des enseignants et pluriactivité

Une régression logistique binaire a été estimée pour identifier les facteurs associés à la pluriactivité des enseignants. L'adéquation globale du modèle est statistiquement acceptable : le test de Hosmer-Lemeshow n'est pas significatif ($\chi^2(8) = 10,93$; $p = 0,206$), l'aire sous la courbe ROC s'élève à 0,702, et l'absence de multicolinéarité est confirmée (VIF maximal de 1,80). Néanmoins, le test du rapport de vraisemblance n'étant pas significatif au seuil de 5% ($\chi^2(8) = 14,16$; $p = 0,078$; R^2 de Nagelkerke = 0,148), les relations identifiées doivent être interprétées à titre exploratoire.

Tableau 6 : Régression logistique des facteurs associés à la pluriactivité

Variables explicatives	B	Erreur standard	Odds ratio ajusté	IC à 95 %	p
Constante	-0,320	1,061	0,73	[0,09–5,81]	0,763
Femme	-0,768	0,452	0,46	[0,19–1,12]	0,089
Âge	0,539	0,322	1,71	[0,91–3,22]	0,094

Niveau d'études	0,217	0,219	1,24	[0,81–1,91]	0,322
Ancienneté dans l'enseignement	−0,395	0,252	0,67	[0,41–1,10]	0,116
Revenu d'enseignement	−0,198	0,197	0,82	[0,56–1,21]	0,315
Retards de paiement	−0,451	0,259	0,64	[0,38–1,06]	0,081
Absence d'assurance santé	−0,942	0,424	0,39	[0,17–0,90]	0,026
Nombre de personnes à charge	0,212	0,227	1,24	[0,79–1,93]	0,350
Test du rapport de vraisemblance				Chi²(8) = 14,16	
Significativité globale				p = 0,078	
Pseudo-R² de McFadden				0,087	
Pseudo-R² de Nagelkerke				0,148	
Test de Hosmer-Lemeshow				Chi²(8) = 10,93 ; p = 0,206	
Aire sous la courbe ROC				0,702	
Taux global de bonne classification				67,5 %	
Spécificité				84,4 %	
Sensibilité				39,1 %	
VIF maximal				1,80	
NB : Les odds ratios sont ajustés sur l'ensemble des variables incluses dans le modèle. Les variables âge, niveau d'études, ancienneté, revenu d'enseignement et retards de paiement ont été introduites selon leur codage ordinal. Les résultats doivent être interprétés comme des associations exploratoires, le test global du modèle n'étant pas significatif au seuil de 5%.					

Source : Enquête auprès des enseignants du privé technique formés à l'IPNETP, 2025.

L'absence d'assurance santé constitue la seule variable significative au seuil de 5%. Toutes choses égales par ailleurs, les enseignants non assurés ont des chances d'exercer une activité complémentaire réduites de 61% par rapport à leurs homologues bénéficiant d'une couverture (OR = 0,39 ; IC_{95%} = [0,17–0,90], p = 0,026). Ce résultat suggère une potentielle causalité inverse (la pluriactivité permettant de financer une assurance) ou un effet de sélection, les enseignants les mieux insérés professionnellement cumulant protection sociale et opportunités économiques. Des tendances exploratoires se dessinent au seuil de 10% pour le sexe (OR

= 0,46 ; $p = 0,089$ pour les femmes), l'avancement en âge ($OR = 1,71$; $p = 0,094$) et les retards de paiement ($OR = 0,64$; $p = 0,081$).

En revanche, le niveau d'études, l'ancienneté, le revenu d'enseignement et le nombre de personnes à charge ne présentent aucune association significative ($p > 0,10$). Ces résultats indiquent que la pluriactivité ne s'explique pas uniquement par la contrainte économique directe (faiblesse du revenu ou charges familiales), mais qu'elle dépend également de la capacité des individus à mobiliser des ressources spécifiques (temporelles, relationnelles et professionnelles) pour accéder aux opportunités du marché secondaire. Dans l'ensemble, ces résultats nuancent une lecture de la pluriactivité exclusivement fondée sur la contrainte économique. Si celle-ci constitue bien une stratégie d'adaptation aux faibles rémunérations et à l'insécurité professionnelle, son développement suppose également l'existence de ressources permettant de saisir des opportunités dans la formation, la consultance, le commerce ou les services. La pluriactivité apparaît ainsi simultanément comme une réponse à la vulnérabilité et comme le produit d'une capacité différenciée de mobilisation des capitaux économiques, sociaux et professionnels.

3- Discussion

Les résultats de cette étude montrent que la pluriactivité occupe une place importante dans les trajectoires professionnelles des enseignants du secteur privé technique et professionnel en Côte d'Ivoire. Les analyses descriptives révèlent que plus d'un tiers des enseignants exercent une activité économique complémentaire, principalement dans les domaines de la formation, de la consultance, du commerce et des services. En revanche, l'analyse multivariée invite à une lecture plus nuancée. Si certaines caractéristiques individuelles et professionnelles présentent des associations avec la pluriactivité, le modèle logistique demeure globalement non significatif au seuil conventionnel de 5%, ce qui conduit à interpréter les résultats comme

des tendances exploratoires plutôt que comme l'identification de déterminants causaux.

Cette distinction entre les résultats descriptifs et l'analyse multivariée constitue un apport important de l'étude. Elle suggère que la pluriactivité ne résulte probablement pas uniquement des difficultés économiques observées. Aussi, elle découle de facteurs moins directement observables, tels que la capacité des enseignants à mobiliser leurs ressources professionnelles, leurs réseaux sociaux, leur expérience ou les opportunités offertes par leur environnement local. Cette lecture conduit à dépasser une interprétation exclusivement économique du phénomène pour envisager la pluriactivité comme le produit d'une interaction entre contraintes structurelles et capacités individuelles d'adaptation.

3.1- Un capital humain élevé mais faiblement valorisé dans le secteur privé de l'enseignement technique et professionnel

Les résultats mettent en évidence un paradoxe majeur : les enseignants du privé technique et professionnel formés à l'IPNETP disposent d'un capital humain relativement élevé, mais cette qualification ne se traduit pas par une rémunération et des conditions d'emploi à la hauteur de leurs compétences. La majorité des enquêtés perçoit un revenu mensuel inférieur ou égal à 150 000 FCFA, ne bénéficie ni de primes régulières ni d'une couverture sociale satisfaisante, et demeure confrontée à des retards de paiement ainsi qu'à des difficultés pour satisfaire ses besoins essentiels. Ce décalage entre qualification et rémunération révèle une faible valorisation économique des compétences dans le secteur privé de l'enseignement technique et professionnel ivoirien.

Toutefois, le développement rapide de l'enseignement privé en Côte d'Ivoire, devenu un partenaire important de l'État dans l'offre éducative, s'est accompagné de difficultés de régulation et d'encadrement des établissements, notamment dans la gestion du personnel enseignant. La coexistence de plusieurs statuts

professionnels (enseignants permanents, vacataires, contractuels et fonctionnaires intervenant dans les établissements privés) révèle une segmentation du marché du travail éducatif, caractérisée par des écarts importants en matière de conditions d'emploi, de rémunération, de stabilité professionnelle et de protection sociale (MENA, 2021). Cette diversité statutaire des enseignants contribue à une différenciation des trajectoires professionnelles et limite la traduction effective des qualifications acquises en avantages économiques et sociaux. Ainsi, le niveau de formation et les compétences pédagogiques ne suffisent pas à garantir une reconnaissance professionnelle équivalente lorsque les mécanismes institutionnels de régulation demeurent insuffisamment structurés.

Ces résultats conduisent à nuancer la théorie du capital humain de Becker (1964), selon laquelle l'investissement dans la formation accroît la productivité individuelle et se traduit, à terme, par des revenus plus élevés. Si cette relation est plus vérifiée dans des marchés du travail fortement institutionnalisés, elle apparaît plus incertaine dans des contextes caractérisés par une régulation insuffisante des relations d'emploi. Dans le cas étudié, la rentabilité économique du capital humain dépend moins du niveau de qualification que de facteurs structurels tels que la capacité financière des établissements privés, les modalités de financement de l'enseignement technique et professionnel, le faible encadrement des pratiques salariales et l'absence de mécanismes garantissant des standards minimaux de rémunération et de protection sociale.

Cette interprétation rejoint les travaux de Psacharopoulos et Patrinos (2018), qui montrent que les rendements de l'éducation sont fortement influencés par les institutions du marché du travail. Elle corrobore également les analyses de Goin Bi et Koutou (2002) et de Lange (2003), selon lesquelles le développement du secteur privé de l'éducation en Côte d'Ivoire s'est accompagné d'une segmentation croissante des statuts professionnels, produisant un écart entre qualification, reconnaissance institutionnelle et rémunération. Les

rapports récents de l'OIT (2023) et de l'UNESCO (2024) soulignent d'ailleurs que cette déconnexion entre niveau de qualification et qualité de l'emploi concerne de nombreux enseignants du secteur privé en Afrique subsaharienne.

Au-delà de cette convergence avec la littérature, cette étude met en évidence que la faible valorisation économique du capital humain concerne également des enseignants spécifiquement formés à l'enseignement technique et professionnel. Cette observation invite à nuancer les prédictions de la théorie du capital humain dans les contextes où les mécanismes institutionnels de valorisation des qualifications demeurent insuffisamment développés. Dans le cas étudié, la qualification apparaît comme une condition nécessaire de l'insertion professionnelle, mais non suffisante pour garantir une rémunération correspondant au niveau des compétences acquises.

3.2- La pluriactivité comme stratégie de résilience face à la précarisation du travail enseignant

Les résultats descriptifs suggèrent que la pluriactivité constitue une stratégie largement mobilisée par les enseignants, afin de renforcer leurs ressources économiques dans un contexte marqué par des rémunérations modestes, une protection sociale limitée et des conditions d'emploi relativement précaires.

Ces résultats prolongent les analyses de Hart (1973), qui montraient déjà que les travailleurs urbains africains combinaient plusieurs activités afin de compenser les limites du marché du travail formel. Ils s'inscrivent également dans la perspective d'Ellis (2000), selon laquelle la diversification des moyens d'existence constitue l'un des principaux mécanismes de réduction des risques dans les pays en développement. Dans la même dynamique, Lautier (1994), Meagher (2010) et Éta (2023) soutiennent que la pluriactivité est devenue une composante structurelle des trajectoires professionnelles en Afrique, touchant désormais aussi bien les travailleurs du secteur informel que les salariés qualifiés. Cette étude confirme cette évolution en montrant

que la profession d'enseignant traditionnellement associée à la stabilité, est désormais concernée par ces nouvelles formes d'organisation du travail.

L'analyse met également en évidence que les activités secondaires reposent essentiellement sur la mobilisation de ressources déjà détenues par les enseignants. Les domaines les plus investis, notamment la formation, la consultance et les prestations de services, valorisent directement les compétences pédagogiques, les savoirs techniques et les expériences professionnelles acquises dans l'exercice du métier. Cette observation dépasse une lecture strictement économique de la pluriactivité. Elle confirme les analyses de Granovetter (1985), selon lesquelles les comportements économiques sont profondément encastés dans des réseaux sociaux, ainsi que celles de Bourdieu (1986), qui montrent que les individus convertissent simultanément différentes formes de capital (humain, social, symbolique et parfois économique) afin d'améliorer leur position sociale. Les enseignants utilisent ainsi leur crédibilité professionnelle, leurs relations avec les établissements de formation, leurs anciens élèves ou leurs réseaux personnels pour accéder à des opportunités économiques complémentaires.

Les résultats de la régression conduisent toutefois à nuancer cette interprétation. Le modèle ne permet pas d'établir que les seules contraintes économiques expliquent le recours à la pluriactivité. Au contraire, l'association observée avec la couverture sanitaire ainsi que l'absence d'effet significatif du revenu ou des charges familiales suggèrent que l'accès aux activités complémentaires dépend également de ressources moins directement observables. Une interprétation plausible est que les enseignants les mieux insérés professionnellement disposent simultanément d'un meilleur accès aux dispositifs de protection sociale et à des opportunités économiques complémentaires, traduisant davantage un effet de sélection qu'un effet causal direct de la couverture sociale sur la pluriactivité. Cette lecture rejoint les analyses de Granovetter (1985) et de Bourdieu

(1986), selon lesquelles les opportunités économiques sont fortement conditionnées par les réseaux sociaux, le capital relationnel et les ressources professionnelles.

L'apport principal de cette recherche réside dans le fait qu'elle montre que la pluriactivité ne constitue pas seulement un mécanisme de survie économique, mais également une stratégie de résilience professionnelle. En maintenant leur activité principale tout en développant des activités connexes, les enseignants cherchent à préserver leur identité professionnelle tout en renforçant leur autonomie économique. Cette double logique illustre les recompositions contemporaines du salariat dans les économies africaines, où la stabilité financière repose de moins en moins sur un emploi unique et de plus en plus sur la capacité des individus à articuler plusieurs activités rémunératrices. La pluriactivité apparaît ainsi comme le produit d'une adaptation aux insuffisances du marché du travail, mais aussi comme une expression de la capacité d'initiative et de mobilisation des ressources développée par les enseignants face aux contraintes institutionnelles et économiques.

3.3- Une diversification des revenus améliorant les conditions économiques sans supprimer la précarité

Les résultats montrent que la pluriactivité produit des effets positifs sur les ressources économiques des enseignants du secteur privé de l'enseignement technique et professionnel. La comparaison entre les revenus issus de l'activité d'enseignement et les revenus globaux révèle une progression sensible du niveau de vie des enseignants exerçant une activité complémentaire. La proportion de ceux percevant des revenus supérieurs à 250 000 FCFA augmente significativement lorsque les revenus secondaires sont pris en compte, tandis que celle des enseignants appartenant aux tranches de revenus les plus faibles diminue. Ces résultats confirment que la diversification des activités joue un rôle d'amortisseur économique en renforçant la capacité des ménages à faire face aux dépenses courantes, aux imprévus et aux fluctuations de leurs revenus salariaux.

Cette observation rejoint les analyses de Barrett et al. (2001) et Bryceson (2002) selon lesquelles la diversification des revenus constitue une stratégie efficace de gestion des risques dans les économies caractérisées par une forte instabilité des marchés du travail. Face à l'instabilité des conditions d'emploi, aux faibles niveaux de rémunération et à l'incertitude des revenus, les enseignants du secteur privé technique et professionnel en Côte d'Ivoire développent des stratégies de diversification économique. La pluriactivité apparaît ainsi comme une forme d'adaptation aux vulnérabilités du marché du travail éducatif, permettant de compenser les insuffisances du salaire enseignant et de sécuriser les trajectoires professionnelles.

De même, Losch et al. (2011) montrent que la combinaison de plusieurs sources de revenus permet aux ménages africains de réduire leur vulnérabilité économique sans toutefois modifier les mécanismes structurels qui produisent cette vulnérabilité. Les travaux de Mourji et Sadni (2015) aboutissent à une conclusion similaire en soulignant que les activités secondaires améliorent les capacités de consommation et d'investissement des ménages, mais demeurent insuffisantes lorsque les emplois principaux restent faiblement rémunérés et peu protégés. Les résultats de cette étude s'inscrivent pleinement dans cette perspective : la pluriactivité améliore les conditions matérielles des enseignants sans remettre en cause les facteurs institutionnels qui limitent leur sécurité économique.

Au-delà de cette amélioration financière, l'étude invite à distinguer résilience économique et sortie de la précarité. Malgré l'existence de revenus complémentaires, les enseignants interrogés déclarent, pour une large part, que leurs revenus demeurent insuffisants pour couvrir l'ensemble de leurs besoins essentiels. Cette situation montre que la pluriactivité agit principalement comme un mécanisme de compensation plutôt que comme un véritable levier d'accumulation économique. Elle permet de réduire les effets immédiats de la précarité, sans en supprimer les causes profondes,

lesquelles tiennent à la faiblesse des rémunérations, à l'irrégularité des paiements, à l'absence de protection sociale et à la faible régulation du secteur privé de l'enseignement technique et professionnel.

Par ailleurs, cette amélioration des revenus n'est pas sans contrepartie. La multiplication des activités économiques implique une augmentation du temps de travail, une intensification des contraintes professionnelles et une réduction potentielle du temps consacré à la préparation des cours, au suivi des apprenants et au perfectionnement pédagogique. Les travaux de Bennell et Akyeampong (2007), de l'OIT (2023) et de l'UNESCO (2024) montrent que cette surcharge professionnelle peut, à terme, affecter la motivation des enseignants, leur bien-être et la qualité des apprentissages. La présente étude ne mesure pas directement ces effets, mais elle met en évidence un risque important : lorsque la diversification des revenus devient une nécessité permanente, elle peut déplacer une partie des investissements professionnels vers des activités plus rémunératrices, au détriment de la fonction éducative.

Ainsi, les résultats suggèrent que la pluriactivité améliore la résilience économique des enseignants sans supprimer les mécanismes structurels à l'origine de leur vulnérabilité. L'amélioration durable de leur situation dépend donc autant des stratégies individuelles de diversification que de réformes institutionnelles portant sur la rémunération, la protection sociale et la régulation du secteur privé de l'enseignement technique et professionnel.

3.4- Un engagement professionnel préservé malgré un besoin accru de reconnaissance institutionnelle

L'étude montre que, malgré des conditions de travail marquées par des rémunérations modestes, une protection sociale insuffisante et une forte vulnérabilité économique, une majorité des enseignants souhaite poursuivre sa carrière dans le secteur privé de l'enseignement technique et professionnel. Plus de la moitié des enquêtés expriment leur intention de rester dans l'enseignement et près de huit sur dix

considèrent que la formation reçue à l'IPNETP a largement ou totalement répondu à leurs attentes. Ces résultats témoignent de la persistance d'un engagement professionnel qui ne peut être expliqué par les seules considérations économiques. Ils montrent que les enseignants continuent d'accorder une valeur importante à leur métier, à leur identité professionnelle et à la mission sociale de transmission des compétences techniques, malgré les difficultés rencontrées dans leur exercice quotidien.

Cette situation peut être interprétée à la lumière de la théorie bi-factorielle de Herzberg (1968), selon laquelle la motivation au travail résulte de la présence de facteurs intrinsèques liés au contenu du travail (responsabilité, accomplissement, reconnaissance), tandis que les facteurs extrinsèques (rémunération, sécurité de l'emploi, conditions de travail) jouent surtout un rôle dans la prévention de l'insatisfaction. Les résultats suggèrent que les enseignants conservent une forte motivation intrinsèque, nourrie par leur engagement pédagogique et la reconnaissance qu'ils retirent de leur activité professionnelle. En revanche, les facteurs extrinsèques apparaissent largement insuffisants, comme en témoignent les revendications récurrentes portant sur la revalorisation salariale, le renforcement de la protection sociale, le développement de la formation continue et l'amélioration des ressources pédagogiques. La coexistence d'une forte implication professionnelle et d'une faible satisfaction des conditions d'emploi traduit ainsi un déséquilibre entre l'investissement personnel des enseignants et la reconnaissance institutionnelle qui leur est accordée.

Ces résultats rejoignent les travaux de Bennell et Akyeampong (2007), qui montrent que la motivation des enseignants en Afrique subsaharienne dépend autant de la qualité des conditions d'exercice que du sens accordé à la profession. Ils corroborent également les analyses de Day et Gu (2010), selon lesquelles l'engagement professionnel peut être durablement préservé lorsque les enseignants perçoivent leur activité comme socialement utile, mais

qu'il tend à s'éroder lorsque les difficultés matérielles deviennent persistantes. Les rapports de la CONFEMEN (2019) et de l'UNESCO (2024) soulignent également que la qualité des systèmes éducatifs est étroitement liée à la capacité des États et des employeurs à assurer des conditions de travail attractives, une rémunération décente et des perspectives de développement professionnel. Cette étude confirme que ces dimensions demeurent des déterminants essentiels de la stabilité et de la motivation des enseignants du secteur privé technique et professionnel.

L'un des principaux apports de cette recherche réside dans la mise en évidence d'un paradoxe peu documenté dans les travaux consacrés aux enseignants de l'enseignement technique et professionnel. Alors que la pluriactivité pourrait être interprétée comme un signe de désengagement à l'égard du métier, les résultats montrent au contraire qu'elle constitue un mécanisme permettant de préserver l'exercice de la profession. Les activités complémentaires ne remplacent pas l'enseignement ; elles permettent aux enseignants de maintenir leur activité principale en compensant l'insuffisance de leurs revenus. La pluriactivité apparaît ainsi comme un facteur de maintien dans la profession plutôt que comme un indicateur de retrait professionnel. Cette observation enrichit les analyses de la sociologie économique en montrant que les stratégies de diversification des revenus peuvent contribuer à la continuité des parcours professionnels lorsqu'elles répondent à des contraintes économiques persistantes.

L'un des principaux enseignements de cette recherche réside dans le fait que la pluriactivité ne constitue pas nécessairement un indicateur de désengagement professionnel. Les résultats suggèrent plutôt qu'elle permet à de nombreux enseignants de maintenir leur activité principale malgré des conditions économiques peu favorables. La pluriactivité apparaît ainsi moins comme une alternative à l'enseignement que comme un mécanisme de maintien dans la profession. Cette observation constitue, à notre connaissance, une

contribution originale aux travaux consacrés aux enseignants du secteur privé technique et professionnel en Afrique subsaharienne.

Conclusion

Cette recherche avait pour objectif d'analyser l'influence des conditions socioéconomiques et professionnelles des enseignants du secteur privé technique et professionnel formés à l'Institut Pédagogique National de l'Enseignement Technique et Professionnel (IPNETP) sur leur recours à la pluriactivité, afin d'apprécier en quoi celle-ci constitue une stratégie de résilience révélatrice économique face à la précarité des conditions d'emploi. Les résultats montrent que la pluriactivité s'inscrit dans un contexte marqué par de faibles rémunérations, des retards de paiement et une protection sociale limitée. Toutefois, l'analyse multivariée indique que ces facteurs ne constituent pas, à eux seuls, des déterminants statistiquement établis du recours à une activité complémentaire. Celui-ci semble également dépendre de la capacité des enseignants à mobiliser des ressources économiques, professionnelles et relationnelles leur permettant d'accéder à des opportunités de diversification des revenus. Dans ce contexte, la pluriactivité apparaît moins comme une réponse automatique à la précarité que comme une stratégie de résilience mobilisant des ressources individuelles et sociales.

L'étude met ainsi en évidence que la pluriactivité constitue désormais une composante durable des trajectoires professionnelles des enseignants du privé technique. Elle révèle que le salariat, même lorsqu'il s'appuie sur une qualification professionnelle reconnue, ne garantit plus à lui seul une sécurité économique suffisante. Les enseignants mobilisent alors leurs compétences, leurs réseaux relationnels et les opportunités offertes par leur environnement pour développer des activités complémentaires renforçant leur capacité d'adaptation face aux incertitudes économiques. Ce résultat confirme que la résilience économique des enseignants ne repose pas uniquement sur l'augmentation de leurs revenus, mais également sur

leur aptitude à mobiliser différentes ressources afin de maintenir leur niveau de vie, leur statut social et leur insertion professionnelle.

Les résultats confortent également la pertinence des cadres théoriques mobilisés. La sociologie économique de Granovetter montre que les activités complémentaires sont fortement encadrées dans des réseaux sociaux et professionnels qui facilitent l'accès aux opportunités économiques. La théorie des stratégies d'acteurs de Crozier et Friedberg met en évidence la capacité des enseignants à construire des marges de manœuvre face aux contraintes institutionnelles et économiques. La théorie des capitaux de Bourdieu permet de comprendre comment les ressources culturelles, professionnelles et relationnelles acquises au cours de leur parcours sont converties en opportunités économiques, tandis que l'approche des capacités de Sen montre que la diversification des activités contribue à élargir les possibilités réelles d'action des enseignants et à réduire leur vulnérabilité. L'articulation de ces approches offre ainsi une lecture intégrée de la pluriactivité comme phénomène à la fois économique, social et institutionnel.

Cette recherche apporte plusieurs contributions à la littérature consacrée au travail enseignant et aux transformations contemporaines des marchés du travail en Afrique subsaharienne. Premièrement, elle documente empiriquement un phénomène encore peu étudié dans l'enseignement technique et professionnel privé ivoirien, celui de la pluriactivité des enseignants, en mettant en évidence son ampleur, ses principales formes et ses implications socioéconomiques. Deuxièmement, elle montre que le recours à la pluriactivité ne saurait être interprété comme une simple conséquence de la faiblesse des revenus salariaux. Les analyses suggèrent qu'il résulte également d'une capacité différenciée des enseignants à mobiliser leurs compétences, leurs réseaux professionnels et leur capital social afin d'accéder à des opportunités économiques complémentaires. Troisièmement, l'étude enrichit les travaux sur la résilience économique en articulant les approches de la sociologie économique,

des stratégies d'acteurs et des capacités, ce qui permet de dépasser une lecture strictement économique de la diversification des revenus. Elle met ainsi en évidence que la pluriactivité constitue non seulement une réponse aux contraintes du marché du travail, mais aussi une modalité de valorisation du capital humain et social des enseignants, contribuant au maintien de leur engagement professionnel dans un contexte de faible reconnaissance économique de leurs qualifications. Ces contributions scientifiques renforcent également la portée opérationnelle de cette recherche et éclairent les politiques publiques visant à améliorer les conditions d'exercice des enseignants du secteur privé technique et professionnel.

Au-delà de son intérêt scientifique, cette recherche présente une portée socio-utilitaire importante. Elle fournit des connaissances empiriques susceptibles d'éclairer les politiques publiques relatives au secteur privé de l'enseignement technique et professionnel en Côte d'Ivoire. Les résultats constituent un outil d'aide à la décision pour le ministère en charge de l'Enseignement technique et professionnel, l'IPNETP, les promoteurs d'établissements privés et les organisations professionnelles, en mettant en évidence les facteurs de vulnérabilité économique auxquels sont confrontés les enseignants. Ils peuvent contribuer à orienter les réformes visant la revalorisation des rémunérations, le renforcement de la protection sociale, l'amélioration des conditions de travail ainsi que le développement de dispositifs de formation continue et d'accompagnement professionnel. En améliorant la stabilité économique des enseignants, ces actions sont susceptibles de renforcer leur motivation, leur disponibilité pédagogique et, à terme, la qualité des apprentissages dispensés aux apprenants. Cette étude participe ainsi à la réflexion sur les conditions nécessaires à la consolidation d'un enseignement technique et professionnel performant, capable de répondre aux besoins de développement économique et de formation des compétences en Côte d'Ivoire.

Par ailleurs, les résultats dépassent le seul cas des enseignants ivoiriens du privé technique et professionnel. Ils contribuent à une meilleure compréhension des mutations contemporaines du travail en Afrique subsaharienne. Ils montrent que la pluriactivité tend à devenir une caractéristique structurelle des économies africaines, où les frontières entre emploi salarié, entrepreneuriat individuel et économie informelle sont de plus en plus perméables. Cette recherche enrichit ainsi les travaux sur la résilience économique en démontrant que la diversification des activités constitue non seulement une stratégie de sécurisation des revenus, mais aussi un levier de maintien de l'autonomie économique, de l'insertion sociale et de la dignité professionnelle des travailleurs qualifiés.

Toutefois, cette étude comporte certaines limites. Elle repose d'abord sur un échantillon de convenance constitué d'enseignants du privé technique et professionnel ayant participé à une session de formation de l'IPNETP ; les résultats ne sauraient donc être généralisés à l'ensemble des enseignants du secteur privé ivoirien. Ensuite, le recours principalement à une approche quantitative limite la compréhension des logiques subjectives, des arbitrages familiaux et des représentations sociales qui sous-tendent les pratiques de pluriactivité. Enfin, le caractère transversal des données ne permet pas d'apprécier l'évolution des stratégies économiques des enseignants dans le temps. Ces limites ouvrent des perspectives de recherche prometteuses. Il serait notamment pertinent de mener des études longitudinales sur les trajectoires professionnelles, des enquêtes qualitatives approfondies sur les expériences vécues de la pluriactivité, ainsi que des analyses comparatives entre différents secteurs d'enseignement ou entre plusieurs pays africains. De telles approches permettraient de mieux comprendre la diversité des formes de résilience développées par les professionnels de l'éducation face aux mutations du marché du travail.⁴

Références bibliographiques

- 1) ADON Alain, 2019. *Les stratégies économiques des fonctionnaires ivoiriens : entre salariat et activités informelles*, PUCI, Abidjan.
- 2) BARRETT Christopher Benson, REARDON Thomas et WEBB Patrick, 2001. “Nonfarm Income Diversification and Household Livelihood Strategies in Rural Africa: Concepts, Dynamics, and Policy Implications”, *Food Policy*, vol. 26, n°4, pp. 315-331.
- 3) BECKER Gary Stanley, 1964. *Human Capital: A Theoretical and Empirical Analysis, with Special Reference to Education*, Columbia University Press, New York.
- 4) BENNELL Paul et AKYEAMPONG Kwame, 2007. *Teacher Motivation in Sub-Saharan Africa and South Asia*, Department for International Development, Educational Paper n°71, London.
- 5) BOLT Maxim, 2015. *Zimbabwe's Migrants and South Africa's Border Farms: The Roots of Impermanence*, Cambridge University Press, Cambridge.
- 6) BOURDIEU Pierre, 1986. “The Forms of Capital”, in RICHARDSON John (dir.), *Handbook of Theory and Research for the Sociology of Education*, Greenwood Press, New York, pp. 241-258.
- 7) BRYCESON Deborah Fahy, 2002. “Multiplex Livelihoods in Rural Africa: Recasting the Terms and Conditions of Gainful Employment”, *The Journal of Modern African Studies*, vol. 40, n°1, pp. 1-28.
- 8) CONFEMEN (Conférence des ministres de l'Éducation des États et gouvernements de la Francophonie), 2020. *PASEC 2019 : Qualité des systèmes éducatifs en Afrique subsaharienne francophone. Performances et environnement de l'enseignement-apprentissage au primaire*, CONFEMEN, Dakar.

- 9) CROZIER Michel et FRIEDBERG Erhard, 1977. *L'acteur et le système : les contraintes de l'action collective*, Éditions du Seuil, Paris.
- 10) DAY Christopher et GU Qing, 2010. *The New Lives of Teacher: A Professional Learning Journey*, Routledge, London.
- 11) DE VREYER Philippe et ROUBAUD François (dir.), 2013. *Marchés du travail urbains en Afrique subsaharienne*, Éditions Economica, Paris.
- 12) ELLIS Frank, 2000. *Rural Livelihoods and Diversity in Developing Countries*, Oxford University Press, Oxford.
- 13) ÉTA Eymard Galouon, 2023. *Cinquantenaire du secteur informel urbain et le marché du travail en Afrique francophone*, Le Lys Bleu Éditions, Cotonou.
- 14) GOIN BI Zamblé Théodore et KOUTOU N'Guessan Claude, 2002. "Le développement de l'enseignement privé en Côte d'Ivoire : Enjeux et segmentations", *Revue Ivoirienne de Sociologie*, n°5, pp. 45-68.
- 15) GONDARD-DELCROIX Claire et ROUSSEAU Sandrine, 2004. "Autonomie et capacités des ménages face à la pauvreté", *Revue Tiers Monde*, vol. 45, n°178, pp. 351-375.
- 16) GRANOVETTER Mark, 1985. "Economic Action and Social Structure: The Problem of Embeddedness", *American Journal of Sociology*, vol. 91, n°3, pp. 481-510.
- 17) HART Keith, 1973. "Informal Income Opportunities and Urban Employment in Ghana", *The Journal of Modern African Studies*, vol. 11, n°1, pp. 61-89.
- 18) HERZBERG Frederick, 1968. "One More Time: How Do You Motivate Employees?", *Harvard Business Review*, vol. 46, n°1, pp. 53-62.
- 19) HUGON Philippe, 2007. *L'économie de l'Afrique*, Éditions La Découverte, Paris.
- 20) KONÉ Koko Siaka, DIALLO Yacouba. and DOUKOURÉ Daouda, 2026. Working Poverty in the WAEMU. An Analysis Based on the Harmonized Household Living Conditions Surveys (HHLCS). *Modern Economy*, 17, 309-326.

- 21) LALLAU Benoît, 2008. “La résilience des ménages ruraux africains : une approche par les capacités”, *Mondes en développement*, vol. 36, n°144, pp. 11-26.
- 22) LANGE Marie-France, 2003. “L'école privée en Afrique de l'Ouest : Dynamiques familiales et stratégies étatiques”, *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, n°2, pp. 123-145.
- 23) LAUTIER Bruno, 1994. *L'économie informelle dans le Tiers Monde*, Éditions La Découverte, Paris.
- 24) LOSCH Bruno, FRÉGUIN-GRESH Sandrine et WHITE Marzia, 2011. *Structural Transformation and Rural Change Revisited: Challenges for Late Developing Countries*, World Bank Publications, Washington DC.
- 25) MEAGHER Kate, 2010. *Identity Economics: Social Networks and the Informal Economy in Nigeria*, James Currey, Oxford.
- 26) MENA (Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation), 2021. *Rapport d'analyse statistique du système éducatif ivoirien*, MENA, Abidjan.
- 27) MOURJI Fouzi et SADNI JALLAB Mustapha, 2015. “Pluriactivité et stratégies de survie des ménages : enseignements tirés de contextes émergents”, *Revue d'Économie du Développement*, vol. 23, n°2, pp. 85-112.
- 28) OIT (Organisation Internationale du Travail), 2023. *L'emploi décent et la protection sociale des enseignants dans le secteur privé en Afrique*, Bureau International du Travail, Genève.
- 29) PSACHAROPOULOS George et PATRINOS Harry Anthony, 2018. “Returns to Investment in Education: A Decennial Review of the Global Literature”, *Education Economics*, vol. 26, n°5, pp. 445-458.
- 30) SCULLY Ben, 2016. “From the Shop Floor to the Kitchen Table: Wages and Wage-earners in South Africa's Peripheral Economy”, *Journal of Development Studies*, vol. 52, n°12, pp. 1753-1766.
- 31) SEN Amartya, 2000. *Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté*, Éditions Odile Jacob, Paris.

32) UNESCO, 2024. *Rapport mondial de suivi sur l'éducation : Valoriser la profession enseignante pour transformer le futur*, UNESCO, Paris.

33) WEBSTER Edward, BRITO Ringeltaube et BHOOLA Shaeera, 2017. "The Informalization of Work and the Blur of Frontiers in the Global South", *International Labour Review*, vol. 156, n°2, pp. 211-234.